RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 02134
Numéro SIREN : 445 047 194
Nom ou dénomination : B.B.L.

Ce dépôt a été enregistré le 18/11/2021 sous le numéro de dépôt 123746

20211237462020

DATE DEPOT : 18/11/2021

N° DE DEPOT : 123746

N° GESTION : 2003B02134

N° SIREN : 445047194

DENOMINATION : B.B.L.

ADRESSE : 90 rue de Rivoli 75004 Paris

MILLESIME : 2020

LPS9688713

Société BBL

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Comptes annuels déposés le :
18 NOV. 2021
Sous le N° : 123746

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 04 JUIN 2021

AFFECTANT LE RESULTAT CLOS AU 31 DECEMBRE 2020

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 3.241.720,43 €uros et le report à nouveau créditeur s'élevant à 174.26 €uros de la façon suivante :

- Report à nouveau débiteur : 3.241.546,17 €uros
  Le portant ainsi à la somme de (-) 3.241.546,17 €uros.

CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME

FIDACO
AUDIT
EXPERTISE
CONSEIL

AUDECIA

Florence Scoupe
Jean-Christophe Pierrès
Frédéric Ploquin
Sébastien Vialatte
Guillaume Pilat
Alban Audrain

Experts Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés

Stéphane Guémas

Expert Comptable
Associé

BBL
Société à Responsabilité Limitée au capital de 3 040 000 €
Siège social : 90 rue de Rivoli, 75004 Paris
R.C.S : PARIS 445 047 194

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

Exemplaire destiné au Greffe

CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME

4 rue Fernand Forest
BP 90825
49008 **ANGERS** CEDEX 01
+33 (0)2 41 47 01 10

Fidaco Atlantique
1 bis rue Voltaire
44000 **NANTES**
+33 (0)2 85 67 12 30

www.fidaco.com
fidaco@fidaco.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre Région Pays de Loire
Société de commissaires aux comptes Compagnie Régionale d'Angers
RC ANGERS B 303 526 966 – N° TVA intracommunautaire FR 06 303 526 966
SAS au capital de 173 600 €

BBL
Société à Responsabilité Limitée au capital de 3 040 000 €
Siège social : 90 rue de Rivoli, 75004 Paris
R.C.S : PARIS 445 047 194

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'associée unique de la société BBL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BBL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels concernant les plans d'actions destinés à soutenir la continuité d'exploitation de la société.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.
C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale de la société BBL.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 14 mai 2021

Pour FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes

Sébastien VIALATTE
Associé

Bilan actif

BILAN ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	665 043	261 613	403 430	399 899
Fonds commercial	2 280 322		2 280 322	2 280 322
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	***2 945 365***	***261 613***	***2 683 752***	***2 680 221***
Terrains				
Constructions	332 116	266 293	65 823	93 866
Installations techniques, matériel	115 715	114 329	1 386	2 862
Autres immobilisations corporelles	409 698	345 079	64 619	49 057
Immobilisations en cours	9 868		9 868	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	***867 396***	***725 701***	***141 696***	***145 786***
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	22 000		22 000	22 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 417		50 417	49 871
TOTAL immobilisations financières	***72 417***		***72 417***	***71 871***
Total Actif Immobilisé (II)	***3 885 179***	***987 313***	***2 897 865***	***2 897 878***
Matières premières, approvisionnements				60 687
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 729 464	1 115 949	4 613 514	5 958 844
TOTAL Stock	***5 729 464***	***1 115 949***	***4 613 514***	***6 019 531***
Avances et acomptes versés sur commandes	109 500		109 500	9 624
Clients et comptes rattachés	1 127 781	151 889	975 892	1 076 588
Autres créances	192 622		192 622	325 704
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***1 320 403***	***151 889***	***1 168 514***	***1 402 292***
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	15 275		15 275	106 205
TOTAL Disponibilités	***15 275***		***15 275***	***106 205***
Charges constatées d'avance	2 770		2 770	8 689
TOTAL Actif circulant (III)	***7 177 411***	***1 267 839***	***5 909 572***	***7 546 342***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	***11 062 590***	***2 255 152***	***8 807 438***	***10 444 220***

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 3 040 000)	3 040 000	3 040 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	675	675
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	***675***	***675***
Report à nouveau	174	148
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**-3 241 720**	**-4 255 974**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	***-200 871***	***-1 215 151***
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	126 433	241 433
Provisions pour charges	10 302	13 427
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	***136 735***	***254 860***
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	7 609 855	9 860 246
TOTAL Dettes financières	***7 609 855***	***9 860 246***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	112 976	62 122
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	819 928	937 279
Dettes fiscales et sociales	146 463	372 596
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 064
Autres dettes	182 351	171 205
TOTAL Dettes d'exploitation	***1 261 718***	***1 544 265***
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	***8 871 574***	***11 404 511***
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	***8 807 438***	***10 444 220***

Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises		5 837 162	74 305	5 911 467	9 953 154
Production vendue biens		27 149		27 149	119
Production vendue services		8 035		8 035	9 669
Chiffres d'affaires nets		***5 872 346***	***74 305***	***5 946 650***	***9 962 943***
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				1 085 829	2 784 222
Autres produits				4 846	2 975
			Total des produits d'exploitation (I)	***7 037 326***	***12 750 139***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				3 466 393	5 310 382
Variation de stock (marchandises)				1 170 630	2 399 556
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				14 988	105 429
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				60 687	16 113
Autres achats et charges externes				3 541 345	4 717 186
Impôts, taxes et versements assimilés				22 744	54 459
Salaires et traitements				390 731	772 257
Charges sociales				124 771	279 161
Dotations d'exploitation	**sur immobilisations**	Dotations aux amortissements		80 666	165 851
		Dotations aux provisions			
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			1 163 120	1 006 306
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			5 000	
Autres charges				53 736	38 078
			Total des charges d'exploitation (II)	***10 094 811***	***14 864 778***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				**-3 057 485**	**-2 114 639**
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)				
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés					-613
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total des produits financiers (V)		***-613***
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				199 536	395 650
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
			Total des charges financières (VI)	***199 536***	***395 650***
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				**-199 636**	**-396 263**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				**-3 257 021**	**-2 510 901**

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	42 518	32 951
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	40 000	
Total des produits exceptionnels (VII)	***82 518***	***32 951***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	63 197	965 172
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		600 000
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	4 020	212 852
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***67 217***	***1 778 024***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**15 301**	**-1 745 073**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***7 119 843***	***12 782 478***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***10 361 564***	***17 038 452***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**-3 241 720**	**-4 255 974**

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est 8 807 437,67 EUR et le résultat s'élève à -3 241 720,43 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet d'un test de dépréciation .

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

En conséquence, dans le cadre de l'application du réglement précité, les fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation annuel dont les modalités sont décrites ci-après.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits marquants

La pandémie du Covid qui a frappé notre pays a un impact lourd sur nos activités et notre rentabilité. Nos magasins ont tous été fermés 3 mois, soit 25 % de l'année. Certains points de vente, notamment ceux positionnés dans les grands centres commerciaux ont été fermés plus longtemps encore ce qui a entrainé une baisse de leur activité. L'ensemble de ces éléments a généré une forte diminution du chiffre d'affaires réalisé.

Les réseaux de centre-ville ont été, bien plus que la périphérie, touchés par les effets de la pandémie. Au-delà des semaines de fermeture, le trafic s'est effondré dans les grandes agglomérations (Paris, Lyon, ...) et dans les grands centre-commerciaux .

En conséquence les CA des réseaux ont été Fortement affectés -3,6 millions HT de CA pour Mellow Yellow ce qui a un énorme impact sur la rentabilité de l'enseigne.

La logistique de Mellow Yellow a été transféré à St Pierre et les équipes spécifiques de siége de cette enseigne ramenées à 5 personnes.

Le CA digital a enregistré une nouvelle croissance significative.

Les stocks ont été bien maîtrisés, et restent globalement assez stables en fin d'exercice par rapport à 2019

Les mois d'avril, mai et novembre sont particulièrement importants dans la rentabilité de nos activités. Les fermetures sur ces périodes ont été très pénalisantes.

Les aides perçues par l'état se sont limitées aux dispositifs de chômage partiel

Les indemnités de chômage partiel que nous avons touchées pour 14 162 € sont trés loin de compenser la perte de marge générée par ces longues semaines de fermeture.

Le résultat de la société a en conséquence, diminué de manière importante

L'impact cash, généré par cette pandémie, reste néanmoins sous contrôle, grâce au travail important sur le BFR..

Évènement postérieur à la clôture

De nouvelles mesures de confinement et de fermeture des commerces ont été adoptées dont un confinement général à partir du 4 avril pour une durée de 4 semaines. L'exercice 2021 sera donc fortement impacté par ces mesures de fermeture des commerces.

Il n'est pas possible actuellement d'en mesurer les impacts sur le CA, sur l'emploi et sur la trésorerie..

Continuité d'exploitation

L'actionnaire a validé l'augmentation du capital. Celle ci aura lieu courant juin 2021.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce incluant les droit-au-bail, font l'objet d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation a été mis en œuvre à la date de clôture selon les modalités décrites ci-après.

Périmètre : Le test de dépréciation porte sur les éléments incorporels, fonds commerciaux et droit-au-bail, de la société.

Méthode : La méthode d'évaluation des actifs s'appuie sur les comptes du dernier exercice ainsi que le prévisionnel 2021 et projections sur les années suivantes. Un flux de trésorerie normatif a été déterminé à partir de ces différents éléments. Ce flux normatif est par hypothése capitalisé sur une durée infinie.

Les flux ainsi déterminés sont ensuite actualisés .

Résultat : Le test conduit à ne pas déprécier les actifs correspondants.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements aménagements constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	5 ans
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier commerciaux	Linéaire	5 ans

Les droits au bail et fonds de commerce représentent au 31 12 20 une valeur de 2 280 322 €

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens pour fermetures de magasins ou suite à des mises au rebut en raison de modification du concept commercial.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Des dépréciations sur les participations de diverses filiales sont comptabilisées au 31 12 2020 pour un montant 0 €

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale

Valeur mobilières de placement

Néant

Provisions règlementées

Néant

Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 0,33 % au 30/11/2020 (Inflation comprise)
- le taux de charges sociales retenu est de 48 % pour les cadres et 39 % pour les non cadres
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 1,5%
- la table de mortalité utilisée est la table règlementaire INSEE 2019
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

Le résultat de l'exercice clos le 31 12 2020 tient compte :

- une reprise de provision d'exploitation pour 3 125 €
- une dotation exceptionnelle correspondant à l'évolution du taux actuariel pour €

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des évènements futurs rendraient probables

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant

Engagements de garantie donnés

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les Couvertures à Terme réalisées sur le Dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant , plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme

Au 31 Décembre 2020 , les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2020 , relatives aux achats des produits chaussures sont de :

- 200 000 USD pour les produits de la saison ETE 2021

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.

Intégration fiscale

Notre société a depuis le 1er janvier 2020 opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société BBL dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société BBL n'a pas comptabilisé de redevance d'intégration fiscale au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Elle n'a pas comptabilisé au titre de cette intégration fiscale de crédit d'impôt.

Autres informations

Néant

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acquisitions, apports
Frais d'établissement et de développement		(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)	2 979 537		16 150
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		327 158		4 958
Installations techniques, matériel et outillage industriels			115 715		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		158 556		10 461
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique		238 991		42 690
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					9 868
Avances et acomptes					
		TOTAL (III)	*840 420*		*67 977*
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			22 000		
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			49 871		1 080
		TOTAL (IV)	*71 871*		*1 080*
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	*3 891 828*		*85 207*

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement		(I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		(II)		50 322	2 945 365	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				332 116	
Installations techniques, matériel et outillage industriels					115 715	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			1 360	167 657	
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau et mobilier informatique			39 640	242 041	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					9 868	
Avances et acomptes						
		TOTAL (III)		*41 001*	*867 396*	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations					22 000	
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières				534	50 417	
		TOTAL (IV)		*534*	*72 417*	
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		*91 856*	*3 885 179*	

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	(I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	253 581	12 619	50 322	215 878
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	233 291	33 002		266 293
Installations techniques, matériels et outillages		112 852	1 477		114 329
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	140 495	12 718	1 360	151 850
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	207 995	24 873	39 640	193 228
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		*694 634*	*72 068*	*41 001*	*725 701*
TOTAL GENERAL (I + II + III)		*948 215*	*84 686*	*91 322*	*941 579*

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais établ							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							

Cadre C	Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	241 433	5 000	120 000	126 433
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	13 427		3 125	10 302
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	***254 860***	***5 000***	***123 125***	***136 735***
Provisions sur immobilisations incorporelles	45 735			45 735
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	941 250	1 115 949	941 250	1 115 949
Provisions sur comptes clients	150 907	47 170	46 188	151 889
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	***1 137 892***	***1 163 120***	***987 438***	***1 313 574***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***1 392 752***	***1 168 120***	***1 110 563***	***1 450 309***
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 168 120	1 070 563	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles			40 000	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		50 417		50 417
	TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	***50 417***		***50 417***
Clients douteux ou litigieux		179 850	179 850	
Autres créances clients		947 931	947 931	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép ant constitués.			
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	90 018	90 018	
	Taxe sur la valeur ajoutée	24 824	24 824	
	Autres impôts	22 306	22 306	
	Etat - divers			
Groupes et associés				
Débiteurs divers		164 687	164 687	
	TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	***1 429 616***	***1 429 616***	
Charges constatées d'avance		2 770	2 770	
	TOTAL DES CREANCES	***1 482 803***	***1 432 386***	***50 417***
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		7 609 855	7 224 857	379 999	5 000
Fournisseurs et comptes rattachés		819 928	819 928		
Personnel et comptes rattachés		21 592	21 592		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		39 225	39 225		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	68 758	68 758		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	16 888	16 888		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupes et associés		2 566	2 566		
Autres dettes		292 762	292 762		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
	TOTAL DES DETTES	***8 871 574***	***8 486 575***	***379 999***	***5 000***
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice		254 863			

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Total passif d'impôt futur		
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	10 302	13 427
Participation des salariés		
Autres charges non déductibles temporairement		
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	19 357 251	19 357 251
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**19 367 553**	**19 370 678**
Total actif d'impôt futur	**5 422 915**	**5 423 790**
Situation nette	**5 422 915**	**5 423 790**

(1) Taux d'impôt :	*28,92*	*28,92*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*28,00*	*28,00*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30*	*3,30*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :		

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprés des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	317
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	112 976
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	171 182
Dettes fiscales et sociales	22 903
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	175 886
Total	**483 263**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	16 063
Autres créances	44 255
Disponibilités	
Total	**60 318**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	2 770		
TOTAL	*2 770*		

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
TOTAL			

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2020	Valeur nominale
Actions ordinaires					
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales	16000			**16 000**	190
Certificats d'investissement					
Total	**16 000**			**16 000**	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	5 911 467	9 953 154	-40,61%
Production vendue biens	27 149	119	22 628,08%
Production vendue services	8 035	9 669	-16,90%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	5 872 346	9 852 987	-40,40%
Chiffres d'affaires nets-Export	74 305	109 956	-32,42%
Chiffres d'affaires nets	***5 946 650***	***9 962 943***	***-40,31%***

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-3 257 021	
Résultat exceptionnel	15 301	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	***-3 241 720***	

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
MISE AU REBUT	4 020	
DEGREVEMENT IMPOT		12 568
SOLDE LITIGE	43 000	40 000
DIVERS	20 197	29 949
DIFFERENCE SUR REGLEMENT		0
TOTAL	***67 217***	***82 518***

Effectifs

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectif	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	3	10			3	10
Agents de maîtrise assimilés cadres						
Agents de maîtrise, techniciens	3	3			3	3
Employés		2				2
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	***6***	***15***			***6***	***15***

L'effectif moyen du personnel est de : 6,00 .

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)				**22 000**						
MELLOW YELLOW FRANCE SERVICE	20000			22000				525710	19626	
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL				**22 000**						

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé é son bilan, un bilen des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société e un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	100%

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes